

Le service public postal face aux dérives des plateformes... Un cas de conscience pour les cadres ?

Les cadres sont aux premières loges pour subir les accords passés entre La Poste et les plateformes telles que TEMU. Ils doivent gérer la précarité des emplois, et peuvent être pénalement responsables quant aux accidents liés aux flux tendus et la dangerosité des produits à livrer. Ils sont tenus pour responsables des organisations du travail toujours plus lourdes, des cadences qui explosent et ce, au mépris de la santé et de la sécurité.

La direction de La Poste vient d'annoncer un accord avec la plateforme chinoise Temu, géant du commerce en ligne ultra low-cost. Or Temu est l'emblème d'un commerce sans règle !

En choisissant ce partenariat, basé sur le dumping fiscal et social, la concurrence déloyale et la surconsommation jetable, les dirigeants de La Poste font bien plus qu'un choix logistique : ils participent à un choix de société. En s'associant à Temu, La Poste tourne le dos à ses grands discours sur la RSE et sur son "impact positif". Avec cet accord, les volumes de colis vont exploser sans aucune garantie d'embauches.

La CGT-FAPT propose :

- La participation des cadres aux choix stratégiques de l'Entreprise, parce qu'ils ont la connaissance des problématiques salariales, sociales et environnementales de leur lieu de travail
- La transparence totale sur le contenu des accords commerciaux entre La Poste et ses partenaires sur ses conséquences sociales et environnementales en lien avec les directives européennes : devoir de vigilance et reporting durabilité (CSRD et CS3D).
- Des embauches massives et pérennes, des revalorisations salariales et des moyens supplémentaires pour faire face à l'augmentation des flux.
- Une réorientation stratégique de La Poste vers ses missions de service public, et non vers les profits des géants du e-commerce.

Faisons entendre notre voix !

Les choix stratégiques de La Poste ne sont pas une fatalité. Chaque voix pour la CGT-FAPT sera une voix pour remettre les missions de service public au cœur du projet de La Poste. C'est-à-dire, défendre l'emploi, les salaires et les conditions de travail, imposer une autre logique de progrès social, d'égalité et d'intérêt général. Les cadres ne doivent plus être une courroie de transmission. De par leur expérience, leur technicité et leur professionnalisme, ils doivent pouvoir participer à l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie basée sur cette autre logique.

